



Bernard Kouchner persiste et signe

Par [Hassane Zerrouky](#)

Mondialisation.ca, 20 septembre 2007

[L'Humanité](#) 20 septembre 2007

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les explications du ministre des Affaires étrangères suite aux réactions suscitées par ses propos contre Téhéran laissent ouvertes la porte à une intervention militaire.

Bien qu'il se soit défendu d'être « un va-t-en guerre », assurant que son « message était un message de paix, de sérieux et de détermination », Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, ne s'est guère montré rassurant. Bien au contraire. En affirmant : « La situation la pire serait la guerre. Pour éviter cela, l'attitude française est de négocier, négocier, négocier jusqu'au bout sans craindre les rebuffades. Et de travailler avec nos amis européens à des sanctions crédibles », il laisse clairement entendre que toutes les options, y compris la guerre, sont sur la table. De ce fait, d'aucuns se demandent si le compte à rebours pour l'Iran n'a pas bel et bien commencé. Autrement, pourquoi le chef de la diplomatie française ne déclare-t-il pas franchement que la France est opposée à toute solution militaire et qu'elle privilégie une solution négociée ?

Réactions négatives hormis des USA

Hormis Washington (où il sera en visite ce mercredi) qui a apprécié la fermeté française sur l'Iran après avoir noté avec satisfaction le changement d'attitude de Paris sur l'Irak, le moins que l'on puisse dire est que les propos de Bernard Kouchner ont suscité des réactions pour le moins négatives. La Chine, membre du Conseil de sécurité de l'ONU, les a désapprouvés. Elle s'est déclarée opposée au « recours à la force dans les affaires internationales ». La Russie, autre pays membre du Conseil de sécurité où le chef de la diplomatie française a rencontré hier son homologue russe, est sur la même ligne que la Chine. Une intervention militaire en Iran serait « une erreur politique et diplomatique », a souligné le vice-ministre des Affaires étrangères russe, Alexandre Lossioukov. « Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de règlement militaire au problème iranien. C'est impossible. »

En Iran, le président Mahmoud Ahmedinejad a minimisé les déclarations de Bernard Kouchner, assurant qu'il ne les prenait « pas au sérieux ». Tandis que son ministre des Affaires étrangères a émis le vœu que « ces déclarations soient de pure forme et ne correspondent pas aux positions réelles et stratégiques de la France ». Reste qu'au moment où en Iran la politique du président Ahmedinejad ne fait pas l'unanimité, les déclarations de Kouchner risquent d'avoir l'effet inverse du but recherché, à savoir susciter une réaction unanime transcendant les clivages politiques entre conservateurs et réformateurs.

Le PCF dénonce la dérive atlantiste

Dans les pays arabes, si pour l'heure les gouvernements en place se sont abstenus de commenter les déclarations de Bernard Kouchner, au sein de l'opinion arabe, ils sont nombreux ceux qui font observer que le chef de la diplomatie française ne fait pas montre de la même intransigeance envers Israël en ce qui concerne l'occupation de la Cisjordanie, la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens.

En France, le PCF a dénoncé « l'inflexion atlantiste de la politique étrangère de la France (...) déjà amorcée en Afghanistan » et « appelle à la plus grande vigilance devant une surenchère politique et militaire peu compatible avec les valeurs de la république ». Pour sa part, le Parti socialiste, sans s'exprimer sur le fond, a réclamé un débat à l'Assemblée nationale sur la question iranienne.

Publié le 19 septembre 2007.

La source originale de cet article est [L'Humanité](#)
Copyright © [Hassane Zerrouky](#), [L'Humanité](#), 2007

Articles Par : [Hassane Zerrouky](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca